

La désindustrialisation au regard de l'histoire

Introduction

Xavier Daumalin et Philippe Mioche



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/4471>

DOI : [10.4000/rives.4471](https://doi.org/10.4000/rives.4471)

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 5-9

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Xavier Daumalin et Philippe Mioche, « La désindustrialisation au regard de l'histoire », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 46 | 2013, mis en ligne le 15 octobre 2014, consulté le 21 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4471> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.4471>

© Tous droits réservés

La désindustrialisation au regard de l'histoire

Xavier DAUMALIN, Philippe MIOCHE

Depuis les années 1970, de nombreux territoires d'Europe occidentale subissent par à-coups successifs un processus de désindustrialisation extrêmement violent. Cela se traduit par la fermeture de nombreux sites de production, la disparition de savoir-faire, la perte de millions d'emplois, la multiplication des friches industrielles et le bouleversement des sociétés organisées autour et par l'industrie. L'ampleur, la concomitance et la durée de ce processus destructif toujours à l'œuvre, les déclassements, les drames sociaux et les crises démographiques, sanitaires ou environnementales qu'il provoque, incitent certains observateurs à considérer qu'après des siècles de leadership industriel l'Europe occidentale est désormais irréversiblement engagée dans une sorte de redistribution mondiale des forces productives au profit de pays tels que la Chine, l'Inde, la Russie ou le Brésil. Héritiers de deux révolutions industrielles, les territoires d'Europe occidentale seraient ainsi en passe de perdre leur capacité à produire des biens matériels pour devenir des sociétés postindustrielles dédiées aux seules activités tertiaires. L'industrie ne serait plus en mesure d'être le « bloc moteur » de la croissance économique européenne et l'élément structurant de la cohérence socio-économiques des territoires.

Le tohu-bohu médiatique orchestré autour de la désindustrialisation après des années de silence, les joutes politiques et surtout des drames vécus quotidiennement par celles et ceux qui viennent de perdre leur emploi, ne provoquent-ils pas pour autant un certain aveuglement ? N'avons-nous pas trop tendance à occulter les pulsions créatrices des territoires, leur capacité à résister et à renouveler leur appareil productif industriel ? Car si le constat général sur le processus de désindustrialisation ne prête guère à discussion, il n'en va pas de même de la détermination de ses causes, de ses modalités, de la mesure de son ampleur au sein même de l'Europe – entre l'Allemagne, la France et l'Italie, pour ne citer que ces pays, les différences sont

notables¹ –, ni surtout à propos des perspectives annoncées, trop souvent fondées sur une conception linéaire et très « fourastienne » du développement des sociétés industrielles ou sur un sentiment fataliste d'acceptation des évolutions en cours. Le compréhensible et douloureux « effet de sidération » produit par l'ampleur des destructions, ne serait-il pas ainsi à l'origine d'une sorte de sous-évaluation systématique des renouvellements en cours, que ce soit :

- dans la compréhension même de l'acte de produire (brouillage des définitions et des catégories habituelles en raison de l'externalisation d'un certain nombre de tâches autrefois assurées par les entreprises industrielles et d'une intégration bien plus forte qu'auparavant des fonctions de fabrication, de recherche, de développement, de distribution, de définition des usages et de relation au client) ;

- dans la visibilité des filières développées dans le cadre d'un système technique fondé sur de nouvelles combinatoires entre les technologies proprement industrielles (mécanique, électronique, optique, chimie etc.) et les technologies associées à l'informatique (logiciel, intégration de systèmes, intelligence artificielle etc.) ;

- dans la compréhension même des phénomènes de transferts des fabrications vers les pays à bas salaires – délocalisation d'une partie des usines et sous-traitance – des transferts qui ne se traduisent pas nécessairement par la disparition des entreprises du territoire d'origine puisque certaines d'entre elles y maintiennent leur siège social, des bureaux d'études et parfois même des ateliers de fabrication ou des magasins de stockage ;

- dans la perception et la mesure du réinvestissement industriel des territoires qui se produit parfois à travers une imbrication très étroite du local et du global via un processus que certains chercheurs nomment « glocalisation »² et qui peut être le fruit de collaborations étroites entre les pouvoirs publics et les entreprises³ ?

C'est là que le regard de l'historien et le recours à la longue durée doivent permettre d'apporter des éléments d'analyse susceptibles de mettre en évidence la complexité, la richesse et « l'imprévisibilité créatrice » du processus de désindustrialisation⁴.

1 ARTUS P., VIRARD M.-P., *La France sans ses usines*, Paris, Fayard, 2011.

2 MOUHOUD El M, « Glocalisation et régionalisation des économies : fondements et logiques en œuvre », *Revue de l'Institut de recherches économiques et sociales*, 1998, n° 27.

3 GARNIER J., *Un appareil productif en mutation. Les 50 ans qui ont tout changé en Provence Alpes Côte d'Azur*, Paris, Economica/Anthropos, 2011.

4 Dans une bibliographie immense, quelques repères : CARON F., *Le résistant déclin des sociétés industrielles*, Paris, Perrin, 1985 ; BERGERON L., BOURDELAI P. (dir.), *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ?*, Paris, Belin, 1998 ; HIGH S., *Industrial sunset. The Making of North America's Rust Belt 1969-1984*, Toronto, University of Toronto Press, 2003 ; STOSKOPF N., *1974-1984 Une décennie de désindustrialisation ?*, Paris, Éditions Picard, 2009 ; DAUMAS J.-C., *L'histoire économique en mouvement entre héritages et renouvellements*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012 ; ECK J.-F., « Entreprises et espace : le cas de l'Europe continentale du Nord-Ouest du milieu du XVIIIème siècle à la fin du XXe », *Histoire Economie & Société*, septembre 2012, p. 31-50.

Car la désindustrialisation n'est-elle pas aussi ré-industrialisation ? Le processus de destruction ne s'accompagne-t-il pas aussi d'un processus de création, les deux actes n'étant finalement que les deux faces de ce que l'économiste Joseph Schumpeter qualifiait autrefois de processus de « destruction créatrice » ? La désindustrialisation n'est pas un phénomène complètement nouveau dans l'histoire économique des territoires de l'Europe occidentale. Elle s'est produite, avec des intensités variables, à chaque changement de système technique, que ce soit – pour les plus récents – lors de la première révolution industrielle ou au moment de la seconde industrialisation. La « Grande dépression » des années 1870-1890 présente, à cet égard, des éléments de comparaison intéressants. Les différents agents économiques de cette époque évoquaient déjà l'apparition de nouveaux procédés de fabrications, l'aggravation de la concurrence internationale, la remise en cause de la division internationale du travail avec l'émergence de nouveaux pays industriels et le déclin des industries traditionnelles, et s'interrogeaient tout aussi rudement qu'aujourd'hui sur les mérites respectifs du libre-échange ou du protectionnisme en matière industrielle. Il en est cependant ressorti la seconde industrialisation et une relance de l'activité productive jusqu'aux années 1960.

Sommes-nous, toute proportion gardée, dans un cas de figure similaire ? Les transformations industrielles en cours ne sont-elles pas aussi porteuses de nouvelles cohérences socio-économiques territorialisées, liées à l'émergence d'un appareil productif industriel organisé en fonction de caractéristiques et de combinaisons technologiques, matérielles et humaines différentes de celles qui prévalaient jusque-là, pour aboutir à l'instauration d'un nouveau « monde de production »⁵ ? Au-delà des enjeux de compréhension et de connaissances historiques, la réflexion entreprise sur la désindustrialisation en Europe entend ainsi contribuer aux débats de société tant en France qu'en Europe⁶.

Cette publication reprend les textes d'une journée d'études de TELEMME organisée en septembre 2011. Nous avons tenté, à cette occasion, de tester nos hypothèses à partir de quelques études de cas qui n'ont évidemment pas vocation à proposer une approche synthétique. L'étude de Mauve Carbonell et de ses collègues sur le laboratoire central de recherche de l'industrie de l'aluminium (le LRF) nous place dans une question centrale. A défaut d'être compétitives en termes de salaires et de charges, la France et l'Europe peuvent-elles trouver leur salut industriel dans la recherche développement vers des procédés et des produits toujours plus élaborés, toujours plus sophistiqués ? Les laboratoires peuvent-ils sauver les usines ? Question considérable, qui se posait déjà avec acuité au tournant des XIX et XXe siècles, et qui était pour partie au cœur de « l'Europe de la connaissance » envisagée à

5 Robert SALAIS, Michael STORPER, *Les mondes de production. Enquête sur l'identité économique de la France*, Paris, EHESS, 1993.

6 Cf. par exemple : *Alternatives Economiques*, « Comment sauver l'industrie ? », Hors-série n°93, troisième trimestre 2012.

Barcelone en 2000. En pratique, le laboratoire de recherche et développement de Saint-Jean-de-Maurienne a été un lieu d'innovation d'importance mondiale pour l'électrolyse de l'aluminium. Or la recherche industrielle a besoin de la grandeur réelle de l'usine pour développer les innovations. C'est ainsi que le laboratoire a été le « rempart » de l'usine de Saint-Jean qui a connu une longévité inattendue du fait des nouvelles modalités de l'aluminium (taille des établissements, littoralisation, etc.). Xavier Daumalin tente de relativiser le discours « décliniste » au nom du principe schumpétérien de la « destruction créatrice ». Il montre comment, à l'échelle d'une génération, une partie de l'industrie provençale a su s'adapter et rebondir au début du XX^{ème} siècle face aux effets d'une nouvelle extension de la mondialisation des échanges. La posture optimiste est forte, mais cette situation antérieure est-elle comparable à la désindustrialisation en cours ? Les marges de manœuvre de l'Europe sur le marché international ne se sont-elles pas grandement réduites depuis l'époque où « l'Europe dominait le monde » ? Tout aussi optimiste, Olivier Lambert présente l'extraordinaire rebond industriel qui s'est réalisé avec la micro-électronique de la zone industrielle de Rousset. Sur cette portion du territoire des charbonnages (où localement le charbon n'a pas été produit) la reconversion préparée par les Houillères a remarquablement fonctionné, au point que les emplois actuels sont équivalents à ceux des charbonnages à leur apogée, même s'ils ne sont pas occupés par d'anciens mineurs licenciés, et rarement par leurs enfants. L'histoire de ce succès remarquable est-elle généralisable ? Optimiste encore, Pascal Raggi veut montrer qu'en dépit de la très longue agonie de la sidérurgie en Lorraine, cette industrie « *continue d'enrichir une région dont elle demeure une activité emblématique* ». Cette conviction ancrée dans la culture régionale de la résistance nous introduit dans toute une dimension de la question de la désindustrialisation qu'il conviendra de développer, celle de la résistance ou – peut-être – de la résilience des hommes et des territoires à la désindustrialisation⁷.

Cette publication comporte enfin deux paradoxes. Comment évoquer la désindustrialisation du Languedoc alors qu'on soupçonne à peine que ce fût un territoire industriel ? Nicolas Marty interroge « la perpétuelle désindustrialisation » du Languedoc et il y oppose « les richesses des reconversions ». Il propose une synthèse des travaux qui montrent que cet espace méridional a connu aussi une désindustrialisation car il y a bien eu des formes originales d'industrialisation. Paradoxe encore que nous offre la situation de la Turquie, présentée par l'économiste Fatma Droguel. Dans ce pays où la croissance du produit national éblouit et fascine nombre de pays membres de l'Union Européenne, la part de la production industrielle diminue dans la richesse nationale au profit des services et les politiques publiques accompagnent les marchés dans un processus de délocalisation/désindustrialisation

⁷ Cf. le colloque « La désindustrialisation, une fatalité ? » qui se tiendra au Creusot en juin 2014.

géographique au détriment de la capitale. Comment ne pas songer à l'histoire de Paris qui fût une immense manufacture composée de myriades d'ateliers qui ont été remplacé par des bureaux et des magasins de chaînes internationales de produits stéréotypés ?

L'histoire de la désindustrialisation est-elle consubstantielle de celle de l'industrialisation ? C'est la réponse vers laquelle tendent les contributions de cette journée d'études que ce soit en Provence, en Languedoc ou en Turquie. Auquel cas, ce numéro vient à point nommé contribuer à dédramatiser - à la manière des historiens - la perception que la société contemporaine exprime quand elle est confrontée à des vagues de fermetures d'usines de grande ampleur. Cette posture moins pessimiste que le discours dominant, inscrite dans la longue durée, ne saurait toutefois occulter la gravité des difficultés vécues dans le temps présent par tous ceux qui viennent de perdre leur emploi et qui ne sont pas en mesure d'être recrutés dans les activités industrielles émergentes au sein d'un même territoire. L'inadéquation des temporalités est une des clés des drames sociaux actuels.